

Les recrutements de cadres ne cessent de battre des records, et ce n'est pas fini...

296 600
EMBAUCHES

de cadres
prévues
en 2020

1

million
d'emplois
cadre créés,
en net, depuis
vingt ans

50 000
CADRES

recrutés en 2020
chez les jeunes
diplômés

22,5%

des cadres
recrutés
sont liés
à l'informatique

S'il y a une catégorie d'actifs qui ne connaît pas la crise, ce sont bien les cadres. Ils ont connu l'an dernier une année exceptionnelle, et 2020 le sera encore plus. D'après les toutes dernières prévisions réalisées par l'Apec, les entreprises ont en effet non seulement créé pas moins de 281 300 emplois pour les cadres l'année dernière, un record qui marque une hausse de 6 % par rapport à 2018, qui était une année elle-même en progression de 10 %.

Mais elles prévoient d'en créer quelque 297 000 cette année, avec l'intention réaliste de dépasser la barre symbolique des 300 000 en 2021 et 2022, qui semble, de l'avis des experts, marquer un palier. «*Indépendamment d'une croissance fluctuante, les entreprises continuent de recruter massivement des cadres*», confirme Bertrand Hébert, le directeur général de l'Apec. Et le solde global est positif : 75 000 emplois cadre net créés sur un an, 150 000 sur deux ans et 1 million sur vingt ans.

Ces résultats expliquent que le taux de chômage de cette catégorie - représentant 21 % des emplois du privé - s'établit à 3,8 %, mieux que le plein-emploi et avec un nombre de chômeurs cadres de longue durée (essentiellement des seniors de plus de... 45 ans) limité à 100 000.

La moitié du marché et 45 % des emplois cadre net créés sont concentrés dans trois métiers spécifiques du monde des services : l'informatique et les

télécommunications, l'ingénierie et la R&D, ainsi que les activités juridiques comptables et de conseil. Tous les autres, à l'exception des cadres généralistes et du secteur de la communication et des médias qui affichent un solde négatif, croissent dans une moindre mesu-

re. Globalement, le secteur des services concentre les trois quarts des embauches de cadres.

Comme les années précédentes, les jeunes cadres (ayant entre une et dix ans d'expérience) restent les plus recherchés par les recruteurs : ils concentrent 58 % des offres.

Les jeunes diplômés sans expérience tirent également leur épingle du jeu, avec 50 000 embauches prévues en 2020, barre symbolique jamais atteinte par le passé.

Quant à la répartition géographique, 60 % des offres disponibles sont proposées dans les dix princi-

pales métropoles françaises, avec une prédominance de l'Île-de-France, qui concentre 48,1 % des recrutements dans notre pays, devant Auvergne-Rhône-Alpes (10,9 %) et, plus surprenant, les Hauts-de-France (6,4 %).

Pénurie et quête de sens

Reste que les compétences manquent et que les entreprises, notamment pour les fonctions cadres, peinent à trouver la main-d'œuvre qu'elles recherchent. Depuis 2014, le vivier de candidatures s'est réduit d'un tiers en moyenne et la part des recruteurs ayant des difficultés à embaucher des cadres atteint 66 %, contre 61 % en 2014, obligeant les entreprises à adapter les profils recherchés.

«*Sans compétences cadres, les entreprises n'arriveront pas à se développer, ni à renforcer le tissu économique régional et par là même la place de la France dans la compétition internationale*», prévient Bertrand Hébert. La prise en compte des attentes des cadres (autonomie, participation dans les décisions, utilité et sens, équilibre vie pro/perso...) devient de plus en plus importante pour attirer et retenir les profils que les recruteurs s'arrachent. «*Les entreprises doivent en avoir conscience et adapter leurs pratiques*», jure le directeur général de l'Apec, qui voit là un regain d'intérêt possible pour les PME capables, plus que les grands groupes, de faire preuve de souplesse... ■

M.L.

Les compétences, l'enjeu de demain



DÉCRYPTAGE

Marc Landre
mlandre@lefigaro.fr

Les entreprises ont de plus en plus de mal, on le sait, à trouver de la main-d'œuvre qualifiée, qu'elle soit cadre ou pas, et doivent sans cesse adapter leurs exigences, voire leur processus de recrutement, pour pourvoir les postes qu'elles offrent sur le marché et continuer à se développer. Problèmes de compétences, répètent en boucle les recruteurs, et cela alors que la France compte toujours 2,4 millions de chômeurs au sens du Bureau international du travail, 6,4 millions d'inscrits dans les fichiers de Pôle emploi et 1 million de jeunes déclassés qui cherchent à s'insérer...

Cette situation est d'autant plus incroyable que tout a été fait, depuis quelques années, pour lever

la peur à l'embauche des employeurs qui était un frein (réel ou fantasmé) à la création d'emplois et donc à la baisse du chômage. Si la loi El Khomri en 2016 et les ordonnances Pénicaud en 2018 ont sans conteste desserré l'étau qui pesait sur les recruteurs et facilité les embauches, elles ne se sont pas attaquées au problème des compétences disponibles sur le marché, encore appelé inadéquation entre l'offre et la demande de travail.

Un plan à 15 milliards

Pourtant, Emmanuel Macron avait en 2017 la solution : investir 15 milliards d'euros pour former aux métiers de demain 1 million de jeunes et 1 million de chômeurs d'ici la fin du quinquennat. Promis, juré... le plan d'investissement dans les compétences (PIC), lancé juste après son élection, apporterait une solution aux maux insolubles des employeurs.

Pourtant, deux ans et demi après la mise en œuvre de cette belle promesse de campagne, les résultats tardent à se matérialiser. On a cru un temps que c'était la faute d'Estelle Sauvat, la haut-commissaire aux compétences nommée par Muriel Pénicaud pour déployer le PIC, si la greffe n'avait pas pris. Jugée trop conceptuelle, elle a été remerciée par la ministre du Travail au bout de huit mois de service.

Mais l'arrivée en juillet 2018 de Jean-Marie Marx, un proche parmi les proches de Muriel Pénicaud, qui dirigeait l'Apec, n'a pas inversé la donne. Mis à part 10 000 formations annoncées ici ou là, le PIC peine à justifier son existence. Une situation regrettable, car la problématique du manque de compétences disponibles n'est pas moins criante aujourd'hui. Bien au contraire. ■

